

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 24 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA Manutention Carburant Aviation

Chemin de Livry
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : ud95-2025-0646
Code AIOT : 0006505582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SMCA Manutention Carburant Aviation implanté Chemin de Livry B.P 19 95380 Chennevières-lès-Louvres. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA Manutention Carburant Aviation
- Chemin de Livry B.P 19 95380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 0006505582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société SMCA assure la réception et le stockage du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur la plateforme aéroportuaire de ROISSY CDG. Depuis le 4 juin 2025, la société SMCA est incluse dans la plateforme industrielle de Chennevières-les-Louvres avec la société EXOLUM AVIATION FRANCE qui réalise la distribution du carburéacteur depuis ce dépôt jusqu'à l'aéroport.

Le contrat de plateforme du 16 mai 2025 précise les responsabilités de chacune des sociétés au sein de la plateforme industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le transfert d'exploitation de la partie expédition du dépôt ainsi que de l'oléoréseau est à l'origine d'une procédure de licenciement économique actuellement en cours à la SMCA. Par conséquent, l'organisation de la SMCA est fortement perturbée depuis plusieurs mois. Malgré ce contexte, l'Inspection constate la présence d'une équipe de chefs de quart robuste composée de 6 chefs de quart titulaires et de 9 remplaçants potentiels. De plus, il est prévu un recrutement en CDD pour renforcer l'équipe maintenance.

Enfin, il est à noter un changement de Directeur général au sein de la SMCA : M. MATUSZEWSKI remplace M. WIBAUX depuis le 1^{er} novembre 2025. Une passation a eu lieu entre les 2 directeurs sur plus de 3 semaines durant le mois d'octobre 2025.

Par ailleurs, l'Inspection constate que la coordination entre les 2 exploitants au sein de la plateforme est perfectible. En effet, les réunions de coordination nécessaires à l'exploitation du dépôt en toute sécurité ne sont pas suffisantes. Une vigilance particulière sera portée sur cet aspect lors des prochaines inspections, sur les parties « réception » et « expédition » de la plateforme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Maintien de performance des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Maintien de performance des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
3	Suivi des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22 – 2 – 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien des tuyauteries DCI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	MMR - Bouton d'arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Procédure changement de fonction du bac 1	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – point 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	MMR - Présence de chauffeur + opérateur	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Dossier de suivi – PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Demande d'action corrective	9 mois
15	Programme d'inspection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
17	Gestion du retour d'expérience	Guide technique DT96 du 01/01/2012	/	Demande d'action corrective	9 mois
18	Valeurs limites de rejet et surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Listes des tuyauteries suivies au titre PM2I	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 3 de l'Annexe 1	Sans objet
9	Périmètre des tuyauteries suivies au titre PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Documents de suivi – PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
12	État initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
13	Plan d’inspection (général)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
14	Plan d’inspection (cas particuliers)	Guide technique DT96 du 01/01/2012	Sans objet
16	Qualification du personnel	Guide technique DT96 du 01/01/2012	Sans objet

2-3) Ce qu’il faut retenir des fiches de constats

L’Inspection des installations classées a constaté lors de cette visite d’inspection 6 nouvelles non-conformités et a formulé 4 remarques. Il est également constaté que les 8 non-conformités relevées lors des précédentes inspections n’ont pas été soldées et sont maintenues.

Considérant la persistance de deux des non-conformités récurrentes, l’Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-d’Oise, en application de l’article L. 171-8 du Code de l’environnement, de mettre en demeure l’exploitant de régulariser sa situation dans un délai de 9 mois.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d’inspection du 13/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d’action corrective • date d’échéance qui a été retenue : 14/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L’exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté. [...]</p> <p>Les actions effectuées pour respecter le présent article doivent pouvoir être justifiées par l’exploitant.</p> <p>-----</p> <p>Point 4 - annexe I de l’arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés</p>

Constats :

L'inspection a questionné l'exploitant sur l'avancement des observations et non-conformités relevées lors de l'inspection du 13 mars 2024. L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas avancé sur le sujet car il a été très occupé par la séparation des actifs du dépôt pétrolier (effective depuis juin 2025). Si Qualios semble être l'outil utilisé par la SMCA pour enregistrer et améliorer les écarts identifiés ou anticipés lors des opérations de travaux et de maintenance, son utilisation doit davantage être cadrée.

En effet, l'Inspection rappelle que les changements de process (dus à des travaux ou une évolution du process) qui impactent les installations et particulièrement les MMR et autres barrières de sécurité doivent être encadrés par une procédure de gestion du changement.

De plus, afin de pouvoir suivre le niveau de performance des équipements de sécurité, il est attendu une traçabilité et une analyse de toutes les interventions qui concernent ces équipements.

Les observations et la non-conformité n°20240313_1 sont donc maintenues et rappelées ci-dessous.

Observation : L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ses actions en faveur de l'appropriation des outils de suivi de son établissement, et notamment des dispositifs de sécurité, par les opérateurs afin que le suivi des équipements puisse être correctement remonté et que les écarts constatés puissent être correctement signalés et traités dans le retour d'expérience.

Observation : Dans les fiches d'enregistrement des actions de contrôle, l'exploitant doit mettre les écarts même ceux rapidement soldés afin que ceux-ci puissent apparaître dans le retour d'expérience et permettent de détecter d'éventuelles défaillances redondantes.

Observation : L'exploitant doit poursuivre son travail de modification des fiches d'enregistrement des contrôles afin qu'il soit toujours indiqué les écarts nécessaires d'être remontés. Ces fiches de contrôle ne doivent pas se limiter aux MMRI.

Non-conformité n°20240313_1 : Contrairement au point 4 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014, l'exploitant n'a pas prévu de procédure dans le cadre de son SGS couvrant les impacts des modifications en cours sur les installations, et notamment sur les MMR. En outre, dans ses procédures de suivi des écarts, la SMCA doit formaliser une modification du SGS si un contrôle conclut sur une performance de MMR dégradée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 2 : Maintien de performance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de performance des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
Constats : <p>L'exploitant doit disposer des fiches de vie des MMR afin d'y répertorier les différentes informations afférentes à celles-ci ainsi que les défaillances associées.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il effectuait une revue hebdomadaire des différentes défaillances relevées sur le terrain (techniques, opérationnelles, MMR, etc.) afin de prioriser les actions urgentes à entreprendre pour pallier à ces défaillances. Puis, il a précisé qu'il effectuait des réunions tous les 3 mois environ afin de vérifier l'avancement des actions et procéder à la recherche des causes des défaillances.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure détaillant les modalités de ce processus de résolution des défaillances et de recherche des causes profondes.</p> <p>L'exploitant a présenté son tableau de suivi. L'Inspection l'a questionné concernant la défaillance datée du 10/07/2025 concernant une MMR, à savoir le « dysfonctionnement des détecteurs d'hydrocarbures en cuvette de rétention suite à un contrôle semestriel effectué par un mainteneur ». L'exploitant a précisé que ces dispositifs ont été remis en service le lendemain (11/07/2025) et qu'il a mis en place des mesures compensatoires le temps de ce dysfonctionnement : ronde régulière dans la zone, utilisation des capteurs de niveau d'eau dans la rétention.</p> <p>L'exploitant n'a présenté aucun document formalisant ces éléments mis en place en tant que mesures compensatoires.</p> <p>Ce dysfonctionnement met en évidence la nécessité de mettre en place un suivi des MMR et de mener un retour d'expérience pour chaque incident détecté afin d'adopter les mesures nécessaires pour éviter qu'un incident de ce même type ne survienne de nouveau. Ces éléments</p>

pourront être consignés dans la fiche de vie de chaque MMR.

La non-conformité n°20240313_2 est donc maintenue et rappelée ci-dessous.

Non-conformité n° 20240313_2 : Contrairement aux dispositions du point 6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant met en œuvre de manière partielle des procédures permettant l'évaluation permanente du respect des objectifs fixés dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Il convient que l'exploitant continue de faire évoluer son organisation afin qu'elle soit en mesure de détecter et de tracer puis d'analyser toutes les défaillances des mesures de prévention (toutes les MMR, pas seulement les MMRI).

L'exploitant doit poursuivre sa démarche et ses actions d'amélioration des procédures d'enregistrement et d'amélioration de son outil de suivi des écarts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 3 : Suivi des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22 – 2 – 1

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024

Prescription contrôlée :

Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

Constats :

L'exploitant a indiqué en séance ne pas avoir réalisé les visites annuelles approfondies des cuvettes de rétention de son installation pour l'année 2024 ni ne les avoir programmées pour l'année 2025. L'Inspection constate que ces visites annuelles ne sont pas réalisées depuis novembre 2022 (voir - ci-dessous).

L'exploitant précise qu'il a prévu de sous-traiter ces contrôles ainsi que les contrôles liés au vieillissement des tuyauteries à une entreprise extérieure (Cf. fiches de constat suivantes). Il précise que ces contrôles seront réalisés au plus tard à l'été 2026.

L'exploitant n'a pas présenté d'éléments permettant de justifier de la réalisation des visites courantes hebdomadaires des rétentions dont il a la charge.

Lors de la visite du site, l'Inspection des installations classées a visité uniquement par sondage la cuvette de rétention associée au bac 1. Celle-ci semble être dans un bon état d'ensemble à l'exception de quelques fissures au sol déjà reprises quelques années auparavant selon l'exploitant et d'une zone verticale fissurée et ouverte sur une vingtaine de centimètres (située au Sud de la cuvette). Ces éléments qui peuvent nécessiter des travaux légers auraient pu être identifiés au cours des visites annuelles approfondies. La dernière visite annuelle approfondie a été réalisée le 10 novembre 2022 selon les éléments repris dans le rapport de l'inspection des installations classées daté du 12 avril 2024.

La non-conformité n°20240313_3 est donc maintenue et rappelée ci-dessous.

Non-conformité n° 20240313_3 : Contrairement à l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas réalisé de visite annuelle approfondie sur l'ensemble de ses cuvettes de rétention, et notamment la cuvette 7 du bac 11 qui n'a pas été visitée de manière approfondie sur l'année 2023.

Considérant la persistance de cette non-conformité et l'absence d'examen visuel annuel approfondi des cuvettes de rétention du site depuis le 10 novembre 2022, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 9 mois, l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 en réalisant l'examen visuel courant régulier ainsi que l'examen visuel annuel approfondi de l'ensemble des cuvettes de rétention dont il a en charge le suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

Fiche de constat n° 4 : Entretien des tuyauteries DCI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des tuyauteries DCI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Suite à la séparation des actifs et à la création de la plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres, l'exploitant a en charge le suivi de l'ensemble des tuyauteries alimentant les équipements de défense contre l'incendie depuis le « bunker » jusqu'à l'alimentation de ces équipements équipant les bacs dont il est en charge.</p> <p>Étant donné que les compteurs sont mis en place au niveau de la pomperie incendie (équipement sous la responsabilité d'Exolum), cette procédure de contrôle peut être réalisée et testée conjointement avec le gestionnaire de plateforme.</p> <p>L'exploitant n'a apporté aucun justificatif attestant le contrôle des tuyauteries incendie dont il assure le suivi.</p> <p>La non-conformité n°20240313_5 est donc maintenue et rappelée ci-dessous.</p> <p>Non-conformité n° 20240313_5 : Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 5 : MMR - Bouton d'arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR - Bouton d'arrêt d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas présenté la procédure de vérification de la MMR détaillant l'objectif du test, le séquençement des différentes opérations, le rôle des différents intervenants et les opérations de vérification à réaliser.</p> <p>Lors du tour de site, l'Inspection a constaté par sondage que les MMR rencontrées sont identifiées et repérées sur site (notamment dans la cuvette de rétention du bac 1). Le repérage du bouton d'arrêt d'urgence et de la vanne de régulation du poste de chargement de camion (VRPCC) n'a pas été vérifié et fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.</p> <p>La non-conformité n°20240313_7 est donc maintenue et rappelée ci-dessous.</p> <p>Non-conformité n° 20240313_7 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir les contrôles des MMR afin que les actions à réaliser pour leur test soient correctement connues par les opérateurs. L'inspection demande à l'exploitant de disposer pour chaque test de MMR d'une procédure qui décrit l'objectif du test, le séquençement des différentes opérations, le rôle des différents intervenants et les opérations de vérification à réaliser et enregistrer pour permettre de garantir la disponibilité de la fonction de sécurité objet du test. L'inspection demande à ce que soient identifiés sur le terrain l'ensemble des équipements constituant les MMR et désignés comme tels afin qu'ils soient correctement identifiés par les opérateurs et qu'ils soient reconnus comme MMR par les prestataires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 6 : Procédure changement de fonction du bac 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure changement de fonction du bac 1
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d’inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d’action corrective• date d’échéance qui a été retenue : 14/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l’exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l’arrêt et de démarrage des installations, d’arrêt, de même que les opérations d’entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l’objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l’établissement et à la corrosion.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L’exploitant a indiqué que ces procédures sont en cours de rédaction et qu’il a pris du retard sur ce sujet suite à la séparation des actifs du dépôt pétrolier. Il indique par ailleurs que le changement de fonction du bac 1 (pour permettre le nettoyage des bacs 11 et 12) sera réalisé en lien avec la société EXOLUM qui exploite les bacs 11 et 12. La rédaction de cette procédure commune concernant le changement de fonction du bac 1 doit être réalisée par les deux exploitants notamment dans le cadre des comités techniques prévus par le contrat de plateforme.</p> <p>Les non-conformités n°20240313_9 et n°20240313_10 sont donc maintenues et rappelées ci-dessous.</p> <p>Non-conformité n° 20240313_9 : L’exploitant doit mettre en place des procédures de suivi de redémarrage de ses installations et s’assurer que ces procédures sont correctement suivies, notamment la réalisation des tests en amont du changement de fonction.</p> <p>Non-conformité n° 20240313_10 : L’exploitant doit mettre en place une procédure concernant le changement de fonction du bac 1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l’exploitant
Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 7 : MMR - Présence de chauffeur + opérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR - Présence de chauffeur + opérateur
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité</p>
Constats : <p>La MMR présence du chauffeur et d'un opérateur SMCA lors du chargement a été modifiée suite à la dernière version de l'EDD transmise. Désormais, la MMR est intitulée « présence du chauffeur ».</p> <p>L'exploitant n'a pas détaillé les éléments relatifs au suivi dans le temps et à la procédure de test de cette MMR.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir ajouté deux caméras qui pointent vers la zone de dépotage et dont les images sont disponibles en salle de contrôle SMCA. Ces caméras ont été constatées lors de la visite de la salle de contrôle.</p> <p>La non-conformité n°20240313_8 est maintenue et rappelée ci-dessous.</p> <p>Non-conformité n° 20240313_8 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de dispositions visant à contrôler la bonne mise en œuvre de la MMR organisationnelle "Présence du chauffeur et d'un opérateur SMCA au chargement" et pour s'assurer de la bonne formation et des rappels nécessaires des opérateurs en charge de cette procédure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 8 : Listes des tuyauteries suivies au titre PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 3 de l'Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du champs d'application PM2I (sites SH)
Prescription contrôlée : [...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; [...]
Constats : Avant le transfert d'exploitation, 111 lots isométriques composaient la liste des tuyauteries entrant dans le champ du PM2I. La SMCA a présenté à l'Inspection un nouveau tableau qui recense toutes les tuyauteries du dépôt dont la maintenance est sous la responsabilité de la SMCA (la répartition de la responsabilité des tuyauteries entre la SMCA et EXOLUM est détaillée dans le contrat de plateforme). L'Inspection a constaté que le nommage actuel des différents équipements est différent du nommage issu du plan des lots isométriques. Par conséquent, il peut être compliqué de retrouver le plan isométrique correspondant. Remarque n°20251023_1 : La SMCA doit mettre à jour la liste des tuyauteries suivies dans le cadre du PM2I. Cette liste doit permettre d'identifier précisément chaque tuyauterie et de les rattacher à leur plan isométrique. Remarque n°20251023_2 : Le pilotage et le suivi du PM2I doit être intégré dans le SGS de l'exploitant afin de garantir la maîtrise du risque lié au vieillissement des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 9 : Périmètre des tuyauteries suivies au titre PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du champ d'application PM2I (tous sites A)
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : <ol style="list-style-type: none">1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement ; et- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé. [...]
Constats : L'exploitant a précisé que toutes les tuyauteries « SMCA » étaient concernées par le PM2I (plan de modernisation des installations industrielles), y compris les tuyauteries de défense contre l'incendie. L'Inspection rappelle que le périmètre des tuyauteries à intégrer dans le PM2I est fixé par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Le guide professionnel DT 90 apporte des précisions supplémentaires sur le périmètre à retenir. Au jour de l'inspection, seules les tuyauteries susceptibles de transporter du JET-A1 dans les volumes précisés par l'arrêté de référence sont concernées par le PM2I au sein du dépôt de Chennevières-lès-Louvres.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 10 : Documents de suivi – PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'état initial des tuyauteries. Toutefois, le plan d'inspection ainsi que le programme d'inspection ont bien été présentés. Ces derniers font référence à l'état initial qui a permis de réaliser un état des lieux des tuyauteries du dépôt grâce aux contrôles suivants : mesures d'épaisseur, contrôles radiographiques et contrôles par ondes guidées.</p> <p>Si l'état initial a été réalisé pour chaque ouvrage, il n'a pas été actualisé en prenant en compte le déterrement des tuyauteries. Une mise à jour de l'état initial des tuyauteries déterrées est nécessaire. Il convient d'identifier a minima les caractéristiques permettant le suivi de l'évolution du vieillissement des tuyauteries.</p> <p>Remarque n°20251023_3 : il convient que la SMCA mette à jour les états initiaux des tuyauteries qui ont été déterrées. Suite à cette mise à jour, le plan d'inspection des tuyauteries ainsi que le programme d'inspection doivent également être révisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 11 : Dossier de suivi – PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. [...].</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). <p>Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</p> <ul style="list-style-type: none">- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;- les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du Code de l'environnement. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un dossier de suivi par ouvrage concerné par le PM2I. Par ailleurs, des travaux de mise à jour sont en cours afin d'intégrer la répartition des tuyauteries entre Exolum et la SMCA ainsi que les nouvelles caractéristiques des tuyauteries déterrées.</p> <p>Non-conformité n°20251023_1 : l'exploitant ne dispose pas d'un dossier de suivi par ouvrage/équipement soumis au PM2I. Il convient que la SMCA termine ses travaux de mise à jour afin de constituer un dossier par ouvrage. Ce dossier doit comprendre les éléments listés dans l'article 8 de l'arrêté du 04 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

Fiche de constat n° 12 : État initial

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.. [...]
Constats : Cf. point de contrôle n°11 et remarque associée. Une mise à jour des états initiaux est en cours de réalisation par la SMCA.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 13 : Plan d'inspection (général)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...]
Constats : Le plan d'inspection, réalisé sur la base du guide méthodologique DT 96, précise que les tuyauteries de la SMCA sont principalement soumises au risque de corrosion externe. Toutes les tuyauteries ont été classées en criticité « Moyen haut ». Cette criticité permet de quantifier les points à contrôler par tuyauteries selon les équipements qui la composent (ligne droite, coude, té, support, etc.). Ce plan d'inspection prévoit des contrôles différents pour les tuyauteries aériennes et enterrées. Concernant les tuyauteries aériennes, il est prévu un programme d'inspection visuel annuel ainsi qu'une visite quinquennale menée par une entreprise ayant du personnel formé aux techniques de contrôle à employer. Concernant les tuyauteries enterrées, le plan d'inspection prévoit un plan de déterrement des tuyauteries, des inspections sur opportunités lors de travaux ou encore des tests d'étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 14 : Plan d'inspection (cas particuliers)

Référence réglementaire : Guide technique DT96 du 01/01/2012

Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Application du plan d'inspection aux tuyauteries enterrées et aux tuyauteries calorifugées ou frigorifugées.
Constats : Les tuyauteries du dépôt ne sont pas sous protection cathodique. En outre, aucune tuyauterie n'est sous calorifuge.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 15 : Programme d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : [...] L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]
Constats : <p>Le programme d'inspection détaille pour les 111 lots isométriques relatifs aux tuyauteries le type de contrôle et la fréquence associée. Le programme d'inspection n'est plus cohérent avec le plan d'inspection puisque de nombreuses tuyauteries ont été déterrées.</p> <p>En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection les derniers rapports de contrôle, à la fois pour les tuyauteries aériennes et enterrées. Hormis le dernier contrôle quinquennal réalisé par un prestataire en 2020, il n'a pas été réalisé d'inspection visuelle ces deux dernières années, contrairement à ce qui est prescrit dans le programme d'inspection.</p> <p>De plus, aucune inspection sur opportunité travaux et aucun test d'étanchéité n'a été réalisé sur les tuyauteries enterrées.</p> <p>En 2019, la SMCA a fait l'objet d'une mise en demeure de se conformer à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 concernant le suivi de l'évolution du vieillissement des tuyauteries. Suite à la mise à jour du plan d'inspection des tuyauteries et de la présentation du programme pluri-annuel de déterrement des tuyauteries, la mise en demeure a été levée par l'arrêté n°IC21-080 du 17 août 2021.</p> <p>Le déterrement des tuyauteries est actuellement en cours et prévoit, d'ici décembre 2027, un déterrement de toutes les tuyauteries du dépôt qui sont sous la responsabilité de la SMCA. À terme, ces travaux vont garantir une inspection efficace de l'intégrité des ouvrages et une détection rapide en cas de fuite. Toutefois, ce plan de déterrement n'exonère pas la SMCA de mettre en œuvre les mesures permettant le suivi de l'évolution du vieillissement des tuyauteries. En effet, plusieurs écarts réglementaires ont été constatés concernant la complétude et la mise à jour des dossiers de suivi des tuyauteries, notamment la non application du programme d'inspection ainsi que l'absence d'analyse des différents contrôles effectués qui permettent de revoir le plan d'inspection, conformément au guide technique professionnel DT 96.</p> <p>Non-conformité n°20251023_2 : L'exploitant doit mettre à jour et appliquer le programme d'inspection des tuyauteries conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>Considérant l'absence d'inspection des tuyauteries depuis plusieurs années, et ce malgré les prescriptions du plan d'inspection, il est proposé au préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure la SMCA de suivre l'évolution du vieillissement des tuyauteries, conformément aux articles 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

Fiche de constat n° 16 : Qualification du personnel

Référence réglementaire : Guide technique DT96 du 01/01/2012

Thème(s) : Risques accidentels, Qualification du personnel impliqués dans les missions PM2I tuyauteries

Prescription contrôlée :

L'inspecteur est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'inspection. Il est :

- ⌚ soit un inspecteur habilité d'un service inspection ;
- ⌚ soit un inspecteur d'un organisme habilité ;
- ⌚ soit un inspecteur d'une société extérieure ou un technicien pouvant justifier :
 - o de 2 ans d'expérience minimum dans le domaine des équipements sous pression (maintenance, inspection, contrôle) ;
 - o de connaissances adaptées aux missions confiées :
 - réglementation, codes, normes et guides techniques,
 - matériaux et métallurgie,
 - soudage,
 - connaissance des tuyauteries et de leurs modes de dégradation,
 - techniques de contrôles non destructifs ;
 - o d'une habilitation nominative par l'employeur.

Nota : pour les tuyauteries soumises à l'arrêté du 15 mars 2000 modifié, les exigences spécifiques à cet arrêté s'appliquent.

Le contrôleur est chargé de la réalisation des contrôles non destructifs. C'est un technicien spécifiquement formé, disposant de certifications COFREND ou équivalentes lorsqu'elles existent. Cette disposition ne concerne pas les mesures d'épaisseur, pour lesquelles une habilitation nominative de l'employeur est établie.

Constats :

Selon le plan d'inspection, le personnel chargé de réaliser les contrôles quinquennaux est certifié COFREND niveau 1 pour les opérateurs réalisant les mesures sur site et COFREND niveau 2 pour les techniciens qui analysent ces résultats.

Remarque n°20251023_4 : il n'est pas prévu de formation spécifique pour le personnel de la SMCA chargé de réaliser les inspections visuelles annuelles. Lors de la mise à jour du plan d'inspection, la SMCA veillera à préciser puis vérifier les compétences, formations ou habilitations attendues pour le personnel chargé de l'inspection des tuyauteries, aussi bien pour les surveillances réalisées en interne que pour les surveillances externalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 17 : Gestion du retour d'expérience

Référence réglementaire : Guide technique DT96 du 01/01/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience
Prescription contrôlée : L'expérience est réactualisée et consolidée en permanence par : <ul style="list-style-type: none">⌚ les constats et résultats des inspections,⌚ les enseignements tirés des presque incidents, notamment ceux qui auraient pu conduire à un incident grave,⌚ les enseignements tirés des incidents et des accidents vécus sur les sites,⌚ les résultats d'investigations réalisées sur des appareils réformés et remplacés⌚ les résultats des nouvelles techniques relatives aux évolutions technologiques dans la conception et les matériaux des tuyauteries, Ces données sont échangées et consolidées à fin d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">⌚ au sein de chaque site et chaque société, au cours de rencontres, de diffusion de documentations et recommandations pour la conception et le suivi en exploitation.⌚ dans le cadre des entités professionnelles et inter-professionnelles telles que le GESIP, l'UFIP, l'UIC/CTNIIC, EDF, l'AFGC.
Constats : Non-conformité n°20251023_3 : L'exploitant n'a pas réalisé de retour d'expérience à partir des données issues des déterrements ou des précédentes inspections, notamment la dernière inspection quinquennale. Il convient que l'exploitant intègre ce retour d'expérience dans ses pratiques afin de revoir, si besoin, le plan d'inspection et le programme d'inspection associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

Fiche de constat n° 18 : Valeurs limites de rejet et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux polluées			
Prescription contrôlée : <p>Les effluents respectent, pour tous les points de contrôle cités ci-dessus à l'article 4.2, les valeurs limites en concentration et flux détaillées ci-après. Les paramètres sont surveillés par un organisme agréé sur l'ensemble de ces points de contrôle au moins une fois par an.</p> <p>Par ailleurs, les paramètres sont surveillés selon la fréquence minimale indiquée ci-dessous.</p> <p>Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>			
Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	1305	35	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	120	Mensuelle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	30	Mensuelle
Azote kjedahl	1319	40	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,25	Mensuelle
Benzène	1114	0,05	Mensuelle
Toluène	1278	0,074	Mensuelle
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	0,05	Mensuelle
Constats : <p>L'inspection a questionné l'exploitant sur les différents points de rejet et l'avancement des travaux de séparation des réseaux des eaux pluviales, qui devaient se terminer pour le 4 juin 2025 (date de séparation des actifs). L'exploitant indique que les séparateurs d'hydrocarbures B et C étaient déjà existants et que le séparateur E a été installé et devrait être en fonction à partir de la deuxième quinzaine du mois de novembre 2025. Dans l'attente de cette mise en fonctionnement, les eaux pluviales sont acheminées vers le séparateur d'hydrocarbures A dont la société EXOLUM</p>			

AVIATION FRANCE a en charge le suivi.

L'Inspection des installations classées a consulté les derniers rapports d'analyse des eaux pluviales pour les séparateurs B et C en fonctionnement. Un dépassement de seuil a été constaté au mois d'août 2025 concernant le paramètre xylènes.

L'exploitant a précisé qu'il avait identifié la cause de ce dépassement comme étant lié aux opérations de dépotage, au niveau de l'aire de lavage des camions contenant les eaux de nettoyage des pistes de l'aéroport et des puisards, de la société EXOLUM AVIATION FRANCE. Les eaux recueillies au niveau de l'aire de lavage sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures B dont l'exploitant a la charge.

L'inspection a bien noté la demande de l'exploitant de mettre à jour les paramètres et les points de rejets sur GIDAF. Cette action va être réalisée prochainement par l'Inspection des installations classées.

Non-conformité n°20251023_4 : Le séparateur d'hydrocarbures E, prévu pour être en fonctionnement à partir du 4 juin 2025, n'est pas opérationnel contrairement à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2025.

Non-conformité n°20251023_5 : L'exploitant dépasse les valeurs limites d'émission définies à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2025 concernant le paramètre xylènes au point de rejet B.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Fiche de constat n° 19 : Séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Détection d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les séparateurs à hydrocarbures sont équipés, en aval, d'un système de détection d'hydrocarbures liquides associé à une alarme retransmise en salle de contrôle.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il a équipé l'ensemble des séparateurs d'hydrocarbures d'un système de détection d'hydrocarbures liquides. Toutefois, le report d'alarme en salle de contrôle n'a pas été réalisé pour le moment. L'exploitant indique que ce report d'alarme sera installé dans les prochaines semaines. Non-conformité n°20251023_6 : L'exploitant doit disposer, pour chaque séparateur, d'un système de détection d'hydrocarbures liquides installé en aval du séparateur et associé à une alarme retransmise en salle de contrôle conformément à l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2025. Une fois ce système de détection et d'alarme opérationnel, les agents d'exploitation doivent être en mesure d'isoler le réseau concerné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois